

SOLIDARITÉ



FOCUS

**Le travail des enfants
nuit à leur avenir**



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR,**

La face la plus hideuse de la pauvreté est celle des enfants qui s'échinent au travail et sont privés de leur droit à l'enfance. Je me suis rendu dans la partie pakistanaise de l'Himalaya lorsque j'étais étudiant à l'EPFZ. Autant mes recherches géologiques m'ont fasciné, autant j'ai été bouleversé par les nombreux enfants qui voulaient me vendre des journaux, nettoyer mes chaussures, porter mes bagages ou me faire frire des samosas dans les files de voitures arrêtées aux feux de circulation. L'extrême inégalité entre ces enfants pakistanais et moi, citoyen suisse, m'a poussé à m'engager dans l'aide au développement. Mes activités chez Solidar Suisse m'ont conduit à nouveau au Pakistan, où nos collaborateurs-trices et nos partenaires s'engagent pour la protection des enfants contre le travail.

Dans les quartiers pauvres d'Islamabad, nous permettons à des milliers d'enfants qui ont dû trimer dès leur plus jeune âge de recevoir une formation scolaire. Solidar Suisse soutient également le corps enseignant, les parents et le personnel administratif en vue d'améliorer la santé et l'hygiène des enfants. Les jeunes qui ont été marqués par la vie se voient ainsi offrir des perspectives d'avenir.

Malheureusement, nos succès contre l'exploitation et le travail abusif des enfants sont actuellement menacés d'être réduits à néant. De nombreux centres scolaires ont dû fermer leurs portes en raison des mesures prises pour contenir le coronavirus, et les enfants doivent retourner travailler pour compléter le revenu des familles ou simplement pour assurer leur survie. Le même scénario menace partout dans le monde : selon l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la pandémie de coronavirus a déjà plongé 150 millions d'enfants supplémentaires dans la pauvreté. Ils courent aujourd'hui le risque d'être privés d'école et de devoir travailler dans un atelier, derrière les étals des marchés ou dans les plantations. C'est contre cela que nous nous battons !

Felix Gnehm

SOMMAIRE

04



Focus – Travail des enfants

- 04 Lutter contre le travail des enfants est plus crucial que jamais pour éviter que la pandémie de coronavirus ne force davantage d'entre eux à travailler
- 08 Accès à la formation scolaire pour les enfants au travail au Pakistan
- 10 Burkina Faso : les parents incitent leurs enfants à aller à l'école plutôt qu'au champ de coton
- 12 Combiner campagnes et projets pour lutter contre le travail des enfants
- 13 Au Cambodge, des enfants travaillent, car leurs parents sont en état de servitude pour dettes

14 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

15 Racontez-nous

À l'occasion de son départ, Anja Ibkendanz explique pourquoi la coopération politique au développement lui importe tant

16 Le défi

Nouvelle au sein du comité de Solidar, Tamara Funciello voue une attention particulière au féminisme et au travail décent

18 Solidar recommande

Conseil culturel

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

15



16

17 Chronique

18 Anagramme

19 Impressum

20 Carte cadeau

FOCUS - TRAVAIL DES ENFANTS





Les enfants sont nombreux au Burkina Faso à devoir travailler dans les champs de coton.

2021 est proclamée Année internationale de l'élimination du travail des enfants. Elle arrive au bon moment : après la baisse continue du nombre d'enfants au travail depuis 2000, la pandémie de coronavirus menace de miner les succès obtenus dans la lutte contre ce fléau.

LUTTER CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS – PLUS CRUCIAL QUE JAMAIS

Texte : Simone Wasmann, responsable des campagnes Travail décent Asie, et Bernhard Herold, responsable du programme Asie. Photos : Warren Saré/Fairpicture et Usman Ghani. Graphique : art.l.shock

Ramasser les fruits des palmiers à huile n'a déjà plus de secrets pour Jessica, une fillette de 11 ans. Elle aide sa mère à atteindre l'objectif quotidien. « Si j'aide maman, elle finira plus tôt et nous pourrons enfin rentrer à la maison », a-t-elle confié à l'équipe d'investigation mandatée par Solidar Suisse dans les plantations de palmiers à huile de Sabah, en Malaisie. Jessica fait partie des milliers d'enfants indonésiens vivant avec leurs parents dans des habitations construites dans des plantations reculées. Ces enfants aident leurs parents à atteindre les quotas de récolte irréalistes imposés. Ils ramassent les noix de palme tombées au sol et les transportent dans des sacs de 15 à 20 kilos jusqu'aux véhicules. Sans l'aide des enfants, les parents travailleraient encore plus longtemps et leurs revenus seraient insuffisants.

Un enfant sur dix travaille

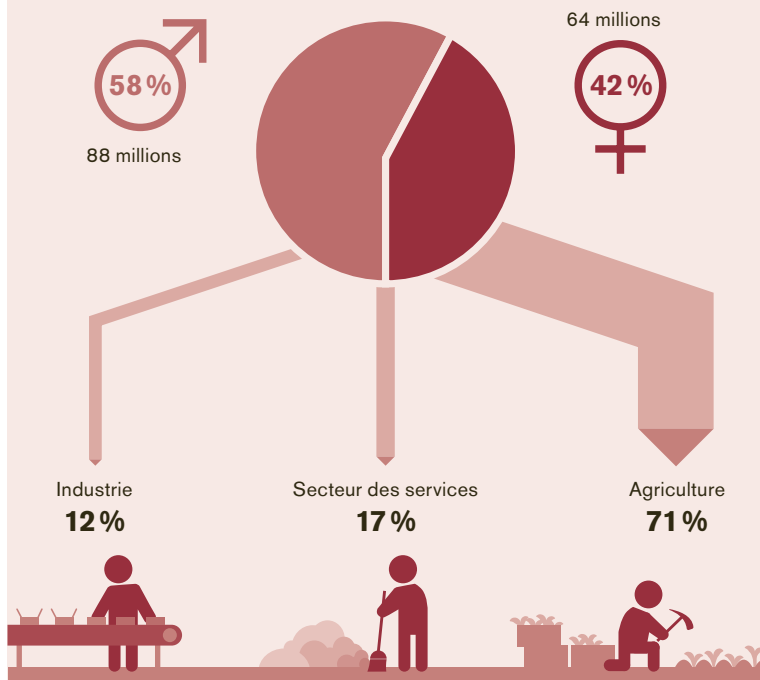
De nombreux enfants dans le monde partagent le sort de Jessica. Par exemple dans les champs de coton au Burkina Faso (voir page 10), dans les fours

Chiffres sur le travail des enfants

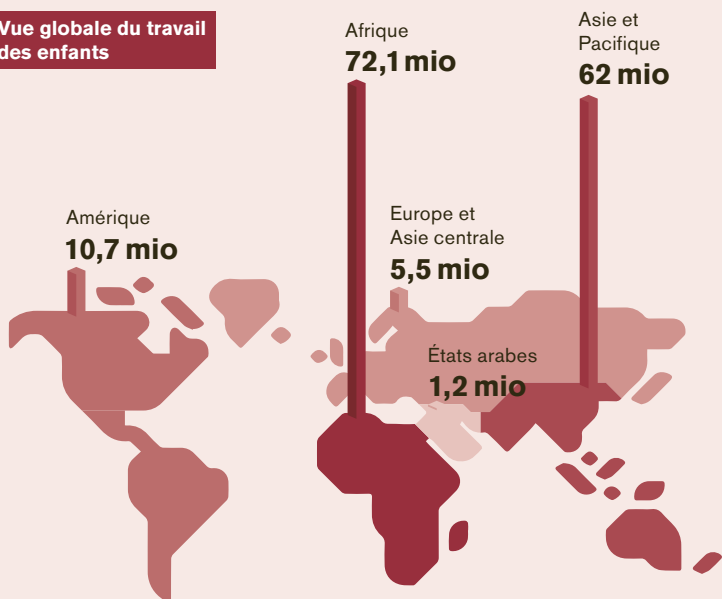
Un enfant sur dix travaille dans le monde



152 millions d'enfants travaillent dans ces secteurs



Vue globale du travail des enfants



Entre 2000 et 2016, le nombre des enfants au travail a pu être ramené de 246 à 152 millions.

à briques au Cambodge (voir page 13) ou dans les bidonvilles d'Islamabad, au Pakistan (voir page 8). Selon l'UNICEF, un enfant sur dix dans le monde est concerné. Cela représente 152 millions d'enfants, dont près de la moitié ont moins de 12 ans. Dans la grande majorité des cas, le travail des enfants est le résultat de la pauvreté des parents. Il est dû au manque de possibilités de gagne-pain, aux salaires de misère, à l'absence de sécurité sociale ou aux coups du sort tels qu'une maladie grave ou la perte d'un parent. Le manque d'accès à l'école favorise également le travail des enfants. Certains gouvernements ne veulent pas, ou ne peuvent pas, s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe en vertu

« Souvent, les familles pauvres n'ont pas d'autre choix pour survivre. »

du droit international de garantir l'enseignement primaire à tous les enfants vivant dans leur pays. Le gouvernement malaisien refuse par exemple de reconnaître l'existence des enfants des migrants économiques indonésiens et leur interdit de fréquenter l'école. C'est pourquoi Solidar Suisse soutient la création d'écoles auto-organisées dans les plantations de la province de Sabah. En parallèle, le pays bénéficie largement d'une main-d'œuvre bon marché.

Mais il n'y a pas si longtemps, des conditions similaires prévalaient en Suisse : jusque dans les années 1990, des milliers d'enfants de migrants économiques venus du sud de l'Europe, titulaires du statut de saisonniers, vivaient cachés dans des appartements et ne pouvaient pas aller à l'école.

Aux champs, dans des usines ou à la guerre

La plupart des 152 millions d'enfants au travail sont employés dans l'agriculture (71 %), dans le secteur des services (17 %), où les enfants sont souvent utilisés comme auxiliaires, par exemple dans l'hôtellerie et la restauration, et dans l'industrie (12 %). Avec les méthodes de contrôle habituelles, le travail des enfants passe généralement inaperçu, comme dans le secteur du textile au Bangladesh, par exemple. Des travaux manuels complexes, comme la décoration de chemisiers avec des paillettes, y sont effectués à domicile, souvent avec la participation de bambins. Plus de la moitié des enfants au travail – 73 millions – souffrent de conditions de travail abusives (lire l'encadré). Ils extraient de l'or



Adnan préfère aller à l'école plutôt que de ramasser les ordures.

dans des mines non sécurisées, doivent transporter de lourdes charges, ce qui peut entraîner des dommages physiques irréversibles, ou sont exposés à des substances toxiques comme les pesticides. Les plus touchés sont les enfants exploités sexuellement ou forcés à faire des atrocités comme enfants soldats. Ils sont traumatisés pour le restant de leur vie.

Les enfants doivent aussi souvent travailler lorsque leurs parents ont dû fuir ou émigrer pour des raisons économiques, soit dans leur propre pays, soit au-delà des frontières nationales. Les migrants économiques indonésiens à Sabah viennent par exemple des îles les plus pauvres d'Indonésie. Les familles cambodgiennes en état de servitude pour dettes dans les briqueteries des environs de Phnom Penh viennent pour la plupart du nord extrêmement pauvre du pays. Ce sont des réfugiés climatiques englués dans un cercle vicieux de petits crédits et de mauvaises récoltes.

Le coronavirus menace de réduire à néant les progrès accomplis

Entre 2000 et 2016, le nombre d'enfants de 5 à 17 ans au travail a pu être ramené de 246 à 152 millions, surtout en raison de l'essor économique en Asie et, dans une certaine mesure, en Amérique latine. Dans le cadre de l'Agenda 2030, l'ONU s'est fixé l'objectif ambitieux d'abolir toutes les formes de travail des enfants d'ici à 2025. Afin de consacrer l'attention nécessaire à cette question, 2021 a été proclamée Année internationale de l'élimination du travail des enfants. Mais la crise du coronavirus menace aujourd'hui de miner les progrès réalisés ces deux dernières décennies. La crise économique mondiale déclenchée par les mesures de lutte contre la pandémie risque de repousser très loin l'objectif susmentionné si la communauté internationale ne prend pas de mesures énergiques. De nombreux enfants n'ont pas pu aller à l'école pendant des mois et il est

à craindre que nombre de parents qui ont perdu leur emploi ne puissent tout simplement plus se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école. Dans bien des endroits, les fonds vont manquer pour l'éducation et les systèmes de sécurité sociale.

Des prix bas, terreau du travail des enfants

Finally, cette réalité est due aux prix d'achat beaucoup trop bas payés dans les pays de production par des entreprises comme Unilever ou Nestlé pour l'huile de palme, des négociants suisses comme Louis Dreyfus ou Reinhart pour le coton, ou des marques de mode mondiales comme Zara et H&M pour les vêtements. Ces prix ne permettent pas aux travailleurs de couvrir leurs besoins vitaux et donc de vivre dans la dignité. Le travail des enfants prospère sur ce terrain favorable. Il est donc cynique de rejeter simplement la responsabilité du travail des enfants sur les parents. Souvent, les familles pauvres n'ont aucune alternative pour survivre.

C'est pourquoi Solidar offre une éducation de base aux enfants au travail du Burkina Faso, du Pakistan et de Malaisie. Outre l'amélioration des revenus des parents, la fréquentation scolaire est la mesure la plus efficace pour lutter contre le travail des enfants.



Les pires formes de travail des enfants

Selon la Convention 182 de l'OIT, elles comprennent toutes les formes d'esclavage, la prostitution, les activités illégales comme le trafic de drogue, et le travail préjudiciable à la santé, à la sécurité et à l'intégrité mentale et physique des enfants. Depuis le début du mois d'août 2020, la Convention 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants a été ratifiée par les 187 États membres de l'OIT.



ÉDUCATION POUR LES ENFANTS AU TRAVAIL

Le travail des enfants est monnaie courante au Pakistan. Solidar Suisse permet aux enfants au travail de fréquenter l'école. Mais la pandémie de coronavirus met en péril les succès accomplis jusqu'ici.

Texte : Qazi Saqib Basir, responsable du bureau de coordination de Solidar au Pakistan, et Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Usman Ghai

Depuis 2014, Solidar Suisse s'engage contre le travail des enfants au Pakistan et a déjà permis à plus de 7000 d'entre eux de suivre l'école. Cette année, nous avons par exemple construit une école de formation élémentaire dans un bidonville d'Islamabad. Mehvish Ramzan, 11 ans, est l'un des enfants au travail qui en bénéficie. Elle avait 5 ans quand son père est mort. Sa mère a dû quitter le Cachemire pour Islamabad avec Mehvish et ses cinq frères et sœurs, parce qu'un oncle leur avait pris leur maison et leur terre. « Ma mère a appris à conduire et nous a tirés d'affaire grâce à son activité de chauffeur », se souvient Mehvish. Mais lorsque la fillette a eu 8 ans, la famille a été frappée par un nouveau coup du sort : sa maman a dû quitter son travail en raison d'une maladie rénale. Depuis lors, Mehvish vend des bonbons aux pèlerins visitant le temple voisin. Elle gagne un à deux francs par jour. Elle a dû inter-

rompre sa scolarité même si elle aime les études. « Je n'apprécie pas mon travail ; parfois les gardiens nous battent et les commerçants ne veulent pas nous vendre de bonbons, car nos prix bon marché ruinerait leur commerce, dit Mehvish, mais je veux soutenir ma mère malade. »

Tributaire de la contribution des enfants

Avant de tomber malade, Shazia Bibi, la mère de Mehvish, ne faisait jamais travailler ses enfants : « Voir mes quatre filles de 6 à 12 ans travailler me fait mal au cœur, dit-elle, mais sans leur contribution, je ne pourrais pas payer le loyer de notre petite maison, et nous n'aurions pas toujours assez à manger. » Lorsqu'elle a appris de ses voisins qu'il y avait une école gratuite fournissant également le matériel scolaire, elle a tout de suite été prête à y envoyer ses filles. Il n'a pas été nécessaire de

Mehvish achète des bonbons et les revend aux pèlerins du temple.

convaincre Shazia Bibi de l'importance de l'éducation pour l'avenir de ses enfants : « Une personne sans formation n'est jamais sur un pied d'égalité et en souffre toute sa vie », affirme-t-elle. Mehvish et ses frères et sœurs vont désormais à l'école le matin et ne travaillent que l'après-midi. Shazia Bibi est également heureuse que Mehvish ait appris ses droits à l'école : « Aujourd'hui, elle sait mieux comment se protéger contre les agressions au travail ». Apparemment, Mehvish a pris à cœur la demande de son professeur d'informer au moins dix personnes sur les droits de l'enfant.

Ramasser des ordures dans des dépotoirs sordides

Adnan Shahzed, un collecteur de déchets de 12 ans, fréquente également l'école de Solidar depuis un an. Il n'allait auparavant qu'à l'école coranique. « J'avais peur d'être battu », dit-il en faisant référence à un problème largement répandu dans les écoles publiques du Pakistan. Outre la pauvreté, les châtiments corporels fréquents sont l'une des raisons pour lesquelles de nombreux enfants pakistanais ne vont pas à l'école, ou pas jusqu'au bout. « J'aime venir ici et apprendre à lire, à écrire et à calculer. C'est super aussi de pouvoir dessiner et fabriquer des jouets en carton coloré », lance Adnan avec un sourire éclairant son visage fin. Il n'aime pas ramasser le carton, le plastique et les bouteilles dans des dépotoirs sordides. Ce qui le motive, c'est de pouvoir utiliser ces déchets pour assouvir quelques modestes envies : « Je peux m'acheter des bonbons ou des fruits et parfois un jouet pas cher. » Son père n'apprécie pas de voir Adnan travailler : « Un analphabète reste toujours tributaire des autres et j'en sais quelque chose », lance Sher Jan, 60 ans. Il pense que c'est très bien qu'Adnan aille maintenant à l'école, aussi parce qu'il est plus équilibré. Mais il voudrait surtout qu'Adnan reçoive une éducation religieuse.

Davantage de pauvreté encore à cause du coronavirus

Les enfants au travail n'ont pas tous des parents comme Shazia Bibi ou Sher Jan. « Il est difficile de sensibiliser les parents aux droits de leurs enfants. Beaucoup ne voient pas l'importance de l'éducation et ne veulent surtout pas que leurs enfants aient leur mot à dire », affirme Amara Attique, collaboratrice de Group Development

Pakistan (GDP), un partenaire de Solidar. « Les décisions sont prises par les anciens de la famille. Il a fallu de nombreuses visites à domicile pour les convaincre. » Mais le travail de GDP porte ses fruits : « Une fois que nous gagnons leur confiance, les femmes surtout sont ravies que notre travail améliore la vie de leurs enfants. Ces derniers sont plus conscients de leurs droits ; l'un d'entre eux a même dénoncé son père à la police pour avoir battu sa mère. Nous en avons entendu parler et avons pu intervenir. »

Mais la pandémie de coronavirus menace d'annihiler de nombreux succès. Pendant six mois, les écoles ont dû rester fermées. Les enseignants

« Sans leur contribution, je ne pourrais pas payer le loyer et nous n'aurions pas toujours assez à manger. »

ont parfois poursuivi les cours à la maison, mais cela n'a concerné que quelques enfants. La plupart d'entre eux n'ont pas pu continuer à apprendre pendant le confinement et beaucoup ont dû travailler à nouveau toute la journée puisque leurs parents sont encore plus dépendants de leur contribution en raison de la perte de leurs revenus. « Je ne sais pas combien d'enfants reviendront à l'école », avoue Gulnaz Khaliq, l'enseignante de Mehvish. Il faut espérer que Mehvish sera parmi eux afin qu'elle ait toujours des chances de poursuivre son souhait de devenir ingénieure.



Votre don est une aide réelle

Votre contribution de 50 francs fournit du matériel scolaire à cinq enfants au travail. 75 francs permettront à 50 mères et pères de participer à des ateliers de sensibilisation à l'importance de l'éducation de leurs enfants. Avec 100 francs, on peut adapter une salle de classe aux enfants.



Du fait de la pauvreté de ses parents, Sahadou Ilboudo doit souvent aller au champ de coton au lieu de l'école.

CHANGEMENT D'ATTITUDE GRÂCE AU THÉÂTRE

Grâce aux clubs d'enfants et au soutien des parents, Solidar Suisse veille à ce que les enfants du Burkina Faso aillent à l'école au lieu de devoir récolter le coton.

*Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité.
Photos : Warren Saré/Fairpicture*

« Mes parents comptent sur moi ! » : c'est ce que répond Sahadou Ilboudo, 12 ans, quand on lui demande pourquoi il aide à la culture du coton. « Nous avons besoin de l'argent pour vivre, et il n'y a pas d'autre choix », estime Maïam Kaboré, 15 ans. Âgée de 12 ans, Cynthia Baga travaille aussi dans les champs de coton de ses parents. Sahadou, Maïam et Cynthia vivent à Karo, une commune sise à 230 kilomètres à l'ouest de la capitale Ouagadougou. Dans l'ouest du Burkina Faso, la production de coton est la principale source de revenus pour la population. Ce sont trois enfants parmi les 250 000 qui aident à la culture et à la récolte. Mais ils n'apprécient guère cette activité. « Je déteste pulvériser des pesticides », avoue Cynthia Baga. « Ils sont toxiques et vous rendent malades. »

Pas le choix

Lorsqu'ils ont entendu parler du club d'enfants de leur école, ils y sont allés sans hésiter. Ocades (Organisation catholique pour le développement et la solidarité), une organisation partenaire de Solidar, a créé ce club dans les écoles publiques afin de sensibiliser les enfants à leurs droits. « C'est là que j'ai appris que les enfants de moins de 18 ans ne devraient pas travailler dans les champs de coton », révèle Maïam. Elle l'a également dit à ses parents. « Ils étaient d'accord avec ça mais estimaient qu'ils n'avaient pas le choix. » Quoi qu'il en soit, les enfants travaillent moins d'heures dans les champs depuis que des émissions de radio et des pièces de théâtre ont sensibilisé leurs parents à l'importance de l'éducation et aux dangers

des pesticides : « Je donne un coup de main aux champs le week-end seulement, le lundi je vais à l'école », précise Cynthia. Le théâtre est également utilisé dans ces clubs pour montrer les droits et les devoirs des enfants. « J'ai même joué un rôle », dit-elle avec des yeux brillants.

Premiers progrès

Un comité vérifie si les parents se mettent vraiment à penser différemment : envoient-ils leurs enfants à l'école ? Les protègent-ils contre les produits chimiques dangereux ? Les membres du comité s'en assurent lors de visites à domicile et interviennent si un enfant a besoin d'un soutien psychosocial. Le comité est composé de représentants de divers groupes d'intérêt du village au bénéfice d'une formation complémentaire pour remplir leur tâche. « Notre défi quotidien est de convaincre les parents », admet Zama Dembele, déléguée de l'association des mères dans le comité de Karo. Un atelier de sensibilisation organisé par Ocaades l'a motivée pour cette tâche : « C'est là que j'ai compris que le travail dans les champs de coton est dangereux pour nos bambins », explique-t-elle. Zama Dembele transmet dès lors l'information à l'association des mères et y stimule les discussions. « Nous avons déjà réussi à convaincre certains parents de ne plus laisser leurs enfants travailler et, selon leur âge, de les envoyer plutôt à l'école ou de leur faire suivre une formation professionnelle », confie-t-elle fièrement. Pamba Boulaye, le chef du village de Karo, a également rejoint le comité car « les enfants représentent l'avenir et il n'est pas bon qu'ils doivent travailler ». Au début, il a été extrêmement difficile de convaincre les parents. « Mais la coopération s'améliore constamment », explique Pamba Boulaye. Il fait office de médiateur en cas de conflit.

Créer des opportunités de revenu

Afin de rendre les parents moins dépendants du travail de leurs enfants, Solidar Suisse soutient les mères dans la création de nouvelles possibilités de revenus. Grâce à une formation

Depuis que Mariam Tende produit du savon, elle dépend moins de la contribution de ses enfants.

complémentaire et à un financement de démarrage, Mariam Tende a pu se lancer dans la production de savon. « Les succès d'autres femmes m'ont motivée, lance-t-elle, avant, je gagnais à peine 2000 francs CFA (environ 3 francs). » Maintenant, entre 15 et 25 francs. « Cela ne suffit certes pas pour engager une personne pour la prochaine récolte de coton, mais mes enfants ne devront pas travailler cette année : avec ce revenu supplémentaire, je peux assurer notre survie », se réjouit-elle.

Une autre stratégie consiste à réduire l'utilisation des pesticides en favorisant la production de compost et d'engrais organiques. Sanzié Dayo l'a appris

« Je n'aide aux champs que le week-end. Le lundi, je vais à l'école. »

lors d'une formation : « Par le passé, je devais m'endetter pour acheter des pesticides et des engrais, se souvient-il. Aujourd'hui, il fait son propre compost à partir de déchets animaux et de paille. De plus, le compost n'a pas d'effets nocifs, et ses champs sont encore plus fertiles avec le compost et les engrais biologiques : « La partie du champ qui a reçu du compost était devenue bien plus fertile que celle traitée avec des produits chimiques. » Une autre raison pour laquelle Cynthia Baga pourrait bientôt cesser de pulvériser des pesticides.



PRESSION ET PERSUASION CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

Pour lutter contre le travail des enfants au Burkina Faso, Solidar mène des campagnes en Suisse et réalise des projets sur place. Une stratégie complexe, mais payante.

Texte : Fabienne Widmer, responsable de campagne. Photo : Warren Saré/Fairpicture

Une étude de Solidar Suisse a révélé que 250 000 enfants travaillent dans les cultures de coton au Burkina Faso. À cause de ce travail, beaucoup d'entre eux ne vont plus, ou plus régulièrement, à l'école et sont ainsi privés d'un développement normal. De plus, la Suisse est en cause : les sociétés Louis Dreyfus et Reinhart achètent et revendent du coton produit au Burkina. Pour remédier à cette situation, Solidar s'attaque au problème par les deux bouts : sur place, elle mène des projets pour que les parents envoient leurs enfants à l'école et non pas aux champs ; en Suisse, elle fait pression sur les entreprises helvétiques, pour les inciter à éradiquer le travail des enfants de leur chaîne d'approvisionnement. Cette stratégie globale n'est possible qu'en créant des liens entre projets concrets et campagnes médiatiques, ce qui oblige nos collaborateurs et collaboratrices au Burkina et en Suisse à collaborer étroitement. Elle pose aussi toutes sortes de défis.

Double approche

Début 2019, nous avons lancé la campagne contre le travail précaire des enfants dans la production de coton au Burkina Faso. Sur place, nous avons élaboré un projet visant à informer les parents sur l'importance de l'éducation scolaire pour leurs enfants et sur la bonne manière d'utiliser les produits chimiques. Ils reçoivent également un soutien destiné à améliorer

leur situation économique (lire l'article en page 10). En Suisse, nous avons adressé une pétition aux deux négociants de coton Reinhart et Dreyfus, pour qu'ils s'engagent à mettre fin au travail précaire des enfants. L'écho médiatique a poussé les deux sociétés à entrer en dialogue avec nous et à amorcer des changements. Enfin, l'appui de l'agence allemande de coopération internationale (GIZ) nous a permis d'élargir avec succès le projet mené sur le terrain.

Nos revendications ont cependant été mal accueillies au Burkina Faso, car les instances concernées y ont vu un appel au boycott. Nous n'avions pas prévu une telle réaction. Solidar Suisse n'a jamais considéré le boycott comme une solution, parce qu'il n'améliore en rien les conditions de travail et prive les gens de leurs moyens d'existence. Bien que nous ayons saisi toutes les occasions pour le rappeler, nous avons eu beaucoup de peine à trouver des partenaires pour notre projet ou à réaliser les études nécessaires afin de préparer les activités concrètes.

Tirer à la même corde

Ces réactions ont montré à quel point il est essentiel que tous les intervenant-e-s aient les mêmes informations et les mêmes connaissances et qu'ils s'attachent à poursuivre le même objectif. Une fois de plus, nous avons constaté à quel point les critiques sont fortes lorsque nos actions s'inscrivent dans un contexte qui implique des intérêts économiques.

Allons-nous dès lors renoncer à ce type d'action ? Certainement pas. Au final, notre stratégie globale a amené en un temps record les instances concernées, tant au Burkina Faso qu'en Suisse, à s'intéresser au travail des enfants. Et c'est déjà beaucoup, car la première étape vers la résolution d'un problème passe par sa reconnaissance. Quant aux étapes suivantes... Solidar Suisse sait lutter avec persévérance.

Zama Dembele motive d'autres parents à envoyer leurs enfants à l'école plutôt qu'aux champs.





LES ENFANTS PAIENT LES DETTES DE LA FAMILLE

Laurie Parsons, de la Royal Holloway University de Londres, a étudié le travail des enfants dans les briqueteries du Cambodge. Comment faut-il s'y prendre pour mettre fin à l'exploitation qui y règne ?

Entretien : Bernhard Herold, responsable du programme Asie. Photo : màd

Réalisée sur mandat du syndicat cambodgien du bâtiment (BWTUC), un partenaire de Solidar, votre étude confirme que des enfants travaillent dans des briqueteries.

Laurie Parsons : Oui. C'est à cause de la servitude pour dettes. Leurs parents sont le plus souvent d'anciens paysan-ne-s victimes de mauvaises récoltes dues au changement climatique. Ils ont dû s'endetter et renoncer à travailler la terre. Ils se sont ainsi retrouvés à la merci des producteurs de briques, qui ont repris leur dette. En contrepartie, toute la famille doit déménager dans la briqueterie et y travailler... dans des conditions indignes. Il s'agit tout simplement d'une nouvelle forme d'esclavage.

À quoi ressemble le travail dans ces entreprises ?

L'argile passe tout d'abord dans une presse, qui sert à mouler les briques. Alimenter cette machine est extrêmement

dangereux. L'année dernière, un de ces engins a arraché le bras d'une jeune fille de 12 ans. Après, il faut empiler les briques pour les faire sécher avant de les cuire à 1500 degrés dans un four haut de 3 mètres. On en retire ensuite les briques, souvent avant qu'elles ne soient complètement refroidies, pour les charger sur des camions. Toutes ces étapes représentent un dur labeur et les enfants aident leurs parents pour que la famille produise davantage en moins de temps, car la rémunération est calculée à la pièce. Chaque famille croit travailler en indépendante et, même si c'est interdit, les enfants sont obligés de faire leur part.

Ce revenu permet-il aux familles de s'affranchir de leur dette ?

Elles touchent entre 5 et 7 dollars pour 10 000 briques, que le patron vend pour 300 à 600 dollars aux entreprises de construction. Les marges sont énormes. En gagnant si peu, les

travailleur·euse·s n'ont aucune chance de rembourser leur dette. Au contraire, ils s'endettent le plus souvent davantage : le travail malsain les rend malades et ils doivent assumer eux-mêmes les frais médicaux. Parents et enfants souffrent de déshydratation chronique à cause d'une atmosphère surchauffée et l'air est saturé de poussière et de cendres.

Que faut-il faire pour mettre fin au travail des enfants ?

Pour commencer, les familles doivent recevoir au moins deux fois plus pour leur travail. Les autorités doivent ensuite s'engager davantage pour la sécurité et la santé au travail et il importe de sensibiliser les investisseurs ainsi que la clientèle des briqueteries. Il est tout aussi essentiel de s'attaquer à la racine du mal : améliorer par exemple les systèmes d'irrigation dans les campagnes et limiter l'accès aux microcrédits. Une double approche s'impose : il faut augmenter les revenus des parents d'une part, et faciliter l'accès des enfants à la formation d'autre part. Le travail de syndicats comme le BWTUC est également crucial, car ils expliquent leurs droits aux travailleur·euse·s. Ils les aident ainsi à lutter pour de meilleurs salaires afin d'échapper à la servitude pour dette.



Photo : Filmstill

UNE OUVRIÈRE DU TEXTILE GAGNE UN PREMIER COMBAT

Au Festival du film sur les droits humains de Zurich, Solidar Suisse présentera *Made in Bangladesh*, de Rubaiyat Hossain. Shimu et ses collègues sont employées dans une usine du textile à Dhaka : heures de travail interminables dans une atmosphère surchauffée et poisseuse. Sous prétexte d'économiser l'électricité, le chef d'atelier s'amuse parfois à couper la ventilation. Agressions sexuelles et humiliations verbales de la part des supérieurs sont aussi choses courantes. Contre l'avis de son mari et malgré les menaces de son chef, Shimu décide de faire front et convainc ses collègues de créer un syndicat. Le film a été réalisé en étroite collaboration avec des ouvrières du textile. **Vendredi 4 décembre, 20 h 30, Kino Kosmos, Zurich**

MULTINATIONALES RESPONSABLES : DRAPEAUX EN VUE

Nous vous avons demandé vos plus belles photos de drapeaux de l'initiative pour des multinationales responsables et la moisson a été faste. Mille mercis ! Urs Meier nous a envoyé une mise en scène insolite : « Voir ce drapeau à Laupen m'a mis en joie. En admirant ces beaux objets, j'ai pensé que leur propriétaire se soucie vraiment de ceux qui s'échinent au début de la chaîne. » Quant à notre collaborateur Lionel Frei, il n'a pas hésité à s'afficher sur sa planche de paddle : « Cette initiative est une chance unique de demander des comptes aux multinationales suisses qui violent les droits humains et détruisent l'environnement hors de Suisse. » **N'oubliez pas de voter le 29 novembre !**



Photos : Urs Meier et Solidar Suisse



Photo : the good as new

FESTIVAL DE LA MODE ÉTHIQUE À GENÈVE

Solidar Suisse Genève participe à la 1^{re} édition du festival *the good as new* qui se tient à Genève les 21 et 22 novembre 2020, sur le site de l'ARCOOP (Acacias). Cet événement met à l'honneur la *Slow Fashion* et la mode éthique en valorisant la réutilisation et la revalorisation des textiles. Les 4 organisatrices ont vu les choses en grand : 40 exposant-e-s, des tables rondes, des ateliers, des défilés de mode. Tout est prévu pour pouvoir s'informer, découvrir des solutions concrètes aux problèmes du secteur et acheter auprès d'artisans créatifs et responsables. Chacun-e est assuré-e de trouver chaussure à son pied !

www.the-green-drop.ch/the-good-as-new



« NOUS SOMMES SORTI·E·S DE L'IDÉOLOGIE DE « LA FIN DE L'HISTOIRE » »

Anja Ibkendanz a travaillé dix ans à Solidar Suisse en tant que responsable de nos programmes au Nicaragua et au Salvador. À l'heure de remettre les clés de sa fonction, elle retrace son parcours en faveur d'une coopération au développement politique.

Interview : Lionel Frei, communication. Photo : Andreas Schwaiger

Comment êtes-vous arrivée à la coopération ?

À l'école en Allemagne, j'ai eu la chance d'avoir des professeurs engagés. Ils m'ont fait découvrir le Nicaragua qu'ils soutenaient à travers des projets associatifs. C'est comme cela que ma passion pour l'Amérique du Sud est née. Après l'école secondaire, je suis partie dans ce pays comme coopérante. L'expérience a été en fait difficile, car j'ai réalisé la distance qui existait entre mes idéaux et la réalité du terrain. Chez les militant·e·s occidentaux, il existait souvent un idéal révolutionnaire qui était en partie projeté sur les pays d'Amérique centrale qui connaissaient des conflits gauche-droite très violents. J'ai compris l'importance de bien connaître le terrain.

Cette expérience ne vous a cependant pas détournée de votre engagement.

Je suis retournée en Allemagne où j'ai suivi une formation d'ingé-

nieure agricole à l'université, avec toujours l'objectif de m'engager à l'international. C'était dans les années 1990. Ce fut aussi pour moi l'occasion d'agir politiquement en Allemagne, notamment dans les mouvements antiracistes, et aussi dans ceux qui remettaient en question le capitalisme comme système économique idéal. Mais c'était l'époque de *La Fin de l'Histoire*, selon le terme de Francis Fukuyama, du néo-libéralisme triomphant, où toute remise en question fondamentale était inaudible. Je constate qu'aujourd'hui nous vivons une période où ces questions de fond sont réapparues, grâce notamment aux mouvements de jeunes dans la rue. C'est réjouissant.

Et après vos études ?

J'ai travaillé dans différents pays : Philippines, Afghanistan, Tadjikistan où je suis restée quatre ans, puis le Salvador. Puis je suis arrivée en Suisse où j'ai travaillé

dans le secteur de la certification du commerce équitable. Voir qu'il était possible de collaborer avec des entreprises privées m'a apporté de l'optimisme.

Puis Solidar Suisse en 2010...

Travailler comme responsable de la coopération au développement pour le Nicaragua et le Salvador était le job parfait pour moi. En dix ans, j'ai particulièrement apprécié l'ouverture et les discussions que j'ai eues avec les collègues en Suisse et dans les pays où nous sommes présents.

Selon vous, la coopération au développement est-elle politique ?

Absolument. Tant que les inégalités seront aussi grandes entre pays riches et pauvres, la coopération au développement sera nécessaire. Et elle contient, à ce titre, fondamentalement une dimension politique. Nous soutenons des acteurs de la société civile qui se positionnent politiquement : mouvements de femmes, acteurs syndicaux, etc. Ce sont souvent des mouvements jeunes et très engagés. En Amérique latine, ils bénéficient de la longue histoire des luttes sociales qui ont façonné le continent.

Beaucoup d'acteurs de la coopération se positionnent comme des « techniciens » sans véritable dimension politique, non ?

Je pense que depuis les années 1990 la coopération a en quelque sorte fait l'erreur de prétendre régler les problèmes de pauvreté par des solutions techniques. J'ai le sentiment cependant que les choses bougent : on ne peut pas écarter les questions politiques, les enjeux institutionnels des aspects proprement « techniques » de projets. En ce sens, le positionnement politique de Solidar Suisse est un énorme avantage.



« **LORSQUE LES FEMMES IRONT MIEUX, TOUT LE MONDE IRA MIEUX** »

Depuis le 1^{er} octobre, Tamara Funciello, conseillère nationale PS, siège au comité de Solidar Suisse. Les objectifs de cette féministe et syndicaliste coïncident avec les nôtres.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Daniel Rihs

Tamara Funciello aurait pu choisir son premier projet politique parmi ceux de Solidar Suisse : elle a fondé une organisation de jeunesse dans le cadre du projet que ses parents ont mis sur pied en faveur des petite·s paysan·ne·s du Nicaragua. Son engagement politique lui vient aussi de sa famille. « Je suis la plus à droite de tous, dit-elle en riant. La seule à me compromettre au Parlement. » Elle juge, quant à elle, déployer un maximum d'efficacité sous la Coupole, car elle est douée pour s'exprimer. « Que les gens soient de mon avis ou pas, ils savent de quoi je parle. Nous devons être plus populaires », affirme-t-elle. Et il faudrait mener un travail politique à tous les niveaux, du Parlement aux groupes révolutionnaires en passant par les ONG.

Son adhésion au PS tient plutôt du hasard. « En fait, je voulais m'inscrire chez les Jeunes alternatifs (Jungen Alternativen). Sur l'écran de mon téléphone, je n'ai tout simplement pas trouvé le bouton « Devenir membre ». Sur le site de la Jeunesse socialiste, ce bouton-là était très grand. Et c'est là que j'ai découvert ma patrie politique et militante. » Pour rejoindre un parti politique, Tamara n'avait pas besoin d'adhé-

rer à toutes ses vues : « Je ne suis même pas toujours d'accord à 100 % avec moi-même... » L'essentiel est de s'engager au sein d'un parti et de le faire évoluer.

Rémunérer un travail jusqu'ici non payé

Tamara Funciello cite sans hésiter la lutte qui lui tient le plus à cœur : le féminisme. Elle est persuadée que tout le monde ira mieux lorsque les femmes iront mieux : « Quand nous aurons valorisé le travail des femmes, tout le système économique changera. Des études montrent que les femmes et les jeunes filles accomplissent chaque jour un travail non rémunéré qui équivaut à 12 milliards de francs : sans ce travail méconnu et non reconnu, tout s'effondrerait. À mon avis, lutter pour un travail décent, c'est aussi évaluer ce travail-là et le rémunérer. »

Fille d'une vendeuse et d'un ouvrier d'usine qui ont fui la pauvreté de la Sardaigne pour venir en Suisse, elle sait de quoi elle parle. « Il faut améliorer les conditions de travail. Cela implique un salaire décent, mais aussi la santé, la possibilité de concilier travail et famille et la prise en compte du travail non rémunéré. » Tamara Funciello est une syndicaliste :

Tamara Funicello souhaite renforcer l'approche féministe à Solidar Suisse.

«Le syndicat est en lien direct avec les gens. Je ne veux pas me contenter de siéger sous la Coupole, mais rester en phase avec la réalité.» À ses yeux, les syndicats manquent toutefois de perspectives internationales, d'où son engagement au sein de Solidar Suisse. «Cette organisation défend des conditions de travail décentes, un travail digne et une solidarité internationale active, une solidarité qui met l'accent sur notre responsabilité de pays qui profite de la production étrangère.»

Une question de bon sens

En toute logique, Tamara défend l'initiative pour des multinationales responsables : «C'est une question de bon sens : ceux qui violent les droits humains doivent être jugés. Les multinationales doivent assumer les conséquences de leurs activités dans les pays producteurs.»

Tamara Funicello étudie l'Histoire et les sciences sociales. Il ne lui reste pourtant guère de temps en plus de sa charge de conseillère nationale et de ses multiples autres engagements, qui vont d'Unia, de l'Union syndicale et de l'Organisation suisse des lesbiennes au Comité bernois de la grève des femmes en passant par le Réseau de réflexion et les Femmes socialistes. Seule femme ouvertement queer de Suisse, elle concentre son action au niveau national

« Les multinationales doivent assumer la responsabilité de leurs activités dans les pays de production. »

sur l'application de la Convention d'Istanbul contre la violence à l'égard des femmes. Comment a été accueilli son coming-out en tant que femme bisexuelle l'année passée ? «Il y avait tant de réactions positives, que j'ai renoncé à mon portable, déclare-t-elle. Je n'ai heureusement pas vu les commentaires négatifs. Mon équipe les avait éliminés.»

Pour Tamara Funicello, l'un des défis du travail parlementaire consiste à ne pas se fourvoyer dans les détails au point de perdre la vue d'ensemble. Elle espère que Solidar l'aidera à garder le recul nécessaire : «Je me réjouis de découvrir la réalité de lieux aussi différents. Je pourrai en apprendre beaucoup.»

Carlo Sommaruga
Président de Solidar Suisse



Ensemble contre le travail des enfants

Solidar Suisse lutte contre les pires formes d'exploitation, dont le travail abusif des enfants. Dans les pays où nous réalisons des projets, des enfants travaillent pour 50 centimes par jour. Ils cousent, à la main, des étiquettes sur des vêtements, trient du métal sur le sol glacial des usines ou cueillent du coton sous un soleil implacable.

Certains doutent que le travail soit nocif pour les enfants. Nous ne le dénonçons bien entendu que si nos collaborateur-trice-s sur place ont constaté des abus ou que ceux-ci ont été scientifiquement prouvés. Car des limites claires existent entre ce qui est légal et tolérable, d'une part, et ce qui relève de l'abus, d'autre part. Le travail des enfants est abusif lorsque les travailleur-se-s sont trop jeunes, qu'ils effectuent une activité dangereuse ou qu'ils sont exploités et que le travail nuit ainsi à leur développement physique et psychique ou les empêche d'aller à l'école. N'entrent pas dans cette catégorie les travaux légers effectués à la ferme pendant les vacances, la participation aux travaux domestiques ou le fait de promener le chien de la voisine pour un peu d'argent de poche. Les contrats conclus avec des adolescents ne relèvent pas non plus du travail des enfants.

L'engagement de Solidar contre le travail des enfants est plus indispensable que jamais, car la pandémie aggrave la pauvreté et oblige davantage d'enfants à travailler. Interdictions et boycotts s'avérant peu efficaces, nous recherchons le dialogue avec les autorités, les milieux politiques, les communautés villageoises, les entreprises, les médias, les écoles, les institutions religieuses et les parents, afin de trouver des solutions ensemble. Si tout le monde tire à la même corde, nous pourrions atteindre l'objectif de l'Agenda 2030 de l'ONU : éradiquer le travail des enfants, sous toutes ses formes, d'ici à 2025.

L'ANAGRAMME

Un anagramme est une séquence de lettres qui est formée à partir d'une autre séquence de lettres en changeant uniquement leur ordre. Il contient donc exactement le même nombre de lettres. Par exemple, «protection» est un anagramme de «picoteront». Un anagramme peut être formé non seulement avec un mot, mais aussi avec des séquences de mots et des phrases.

La phrase recherchée est un anagramme de ces 3 mots :

SEUIL + AUTOMATION + PERSONNALISABLES

Petit indice : en 4 mots. Les 2 premiers sont « OUI A ».

Envoyez la solution à Solidar Suisse par carte postale ou par email à l'adresse: contact@solidar.ch, objet «anagramme».

- 1^{er} prix** Un masque de protection Solidar Suisse
2^e prix « Multinationales : l'enquête », un documentaire sur l'initiative pour des multinationales responsables (DVD)
3^e prix Un marque-page en argent de Bolivie

La date limite d'envoi est le 18 décembre 2020. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 1/2021. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs et collaboratrices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 3/2020 était « coronavirus ». Ursula Fuhrer d'Ependes gagne un sac à dos du projet LanzArte, Esther Wild de Forch un masque de protection du Mozambique et Bertrand de Rham de Chavannes-près-Renens un marque-page en argent de Bolivie. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé au concours.

UN LIVRE DÉTONNANT POUR METTRE AU CENTRE LE BIEN COMMUN

« La révolution du service public » propose des pistes pour repenser nos sociétés en période troublée. Visionnaire et courageux.

Texte : Lionel Frei, communication



Beat Ringger et Cédric Wermuth l'affirment en introduction : nos sociétés courent à la catastrophe face aux menaces environnementales, économiques et sociétales. Mais celles-ci peuvent aussi être évitées si nous avons le courage de penser hors du cadre conceptuel néolibéral dont nous sommes prisonniers. Au centre de leur réflexion : l'économie du *care*. Ce concept, relativement absent des débats de l'espace francophone, offre un retournement conceptuel de la pensée économique. Il s'agit de revaloriser les activités utiles à la communauté. On pense évidemment au personnel de santé, dont l'importance a été mise en valeur avec la lutte contre le COVID-19, mais aussi aux enseignant-e-s, aux personnes chargées des soins à la personne, aux infrastructures publiques, etc. Un constat apparaît dès lors : les activités les plus importantes sont souvent les plus mal valorisées et sous le feu des

attaques de la droite. Elles sont de plus, pour partie, non payées : on pense en particulier au travail domestique et à l'éducation des enfants réalisés le plus souvent par les femmes. Pour les auteurs, c'est par la valorisation du service public, entendu au sens large et corollaire de l'économie du *care*, que nous pourrions redonner de l'importance aux activités utiles à nos sociétés et dépasser ainsi les écueils créés par l'économie de marché.

Les deux penseurs de gauche ont eu la brillante idée de lister des exemples et des propositions dans la dernière partie du livre. Parfois iconoclastes, parfois plus classiques, ils constituent la preuve qu'il est possible d'agir et de proposer un modèle de société alternatif. Une idée parmi de nombreuses autres : créer des banques climatiques chargées d'investir pour la transition climatique.

Cette recherche de la part d'un élu socialiste, Cédric Wermuth, et d'un penseur politique critique, Beat Ringger, est une réussite. La réflexion est nourrie par les dernières théories économiques. Ce livre est finalement un appel à créer le débat. Nous l'espérons vif.

Beat Ringger et Cédric Wermuth, « La révolution du service public : coronavirus, climat, capitalisme », Éditions de l'Aire, parution fin novembre.

S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. Les possibilités d'agir sont multiples, quelle que soit l'échelle – voici quelques propositions concrètes.

SONDAGE



Où commence le travail des enfants ?

Tout le monde estime certes qu'aucun enfant ne devrait travailler des heures durant, dans de mauvaises conditions, au lieu d'aller à l'école. Reste à savoir où commence le travail abusif des enfants. Et vous, qu'en pensez-vous ! Faites-nous part de votre avis !



Sondage :
www.solidar.ch/sondage

PARTICIPER

Le 29 novembre, allez voter oui à l'initiative pour des multinationales responsables ! Nous pourrions ainsi enfin demander des comptes aux multinationales suisses qui violent les droits humains et les normes environnementales. Alors que le respect des règles devrait aller de soi, les multinationales ne s'y plient que lorsqu'elles ont des conséquences à craindre.



FAIRE UN DON



Soutenez la lutte de Solidar Suisse contre le travail des enfants en versant un don ou en prévoyant un legs dans votre testament. Vous offrirez ainsi à des enfants défavorisés une véritable chance d'échapper à l'exploitation.



Infos :
www.solidar.ch/legs

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, case postale 2228, 8031 Zurich, tél. 021 601 21 61
email : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
CP 10-14739-9 Lausanne
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Benjamin Gross, Cyrill Rogger
Layout artischock.net

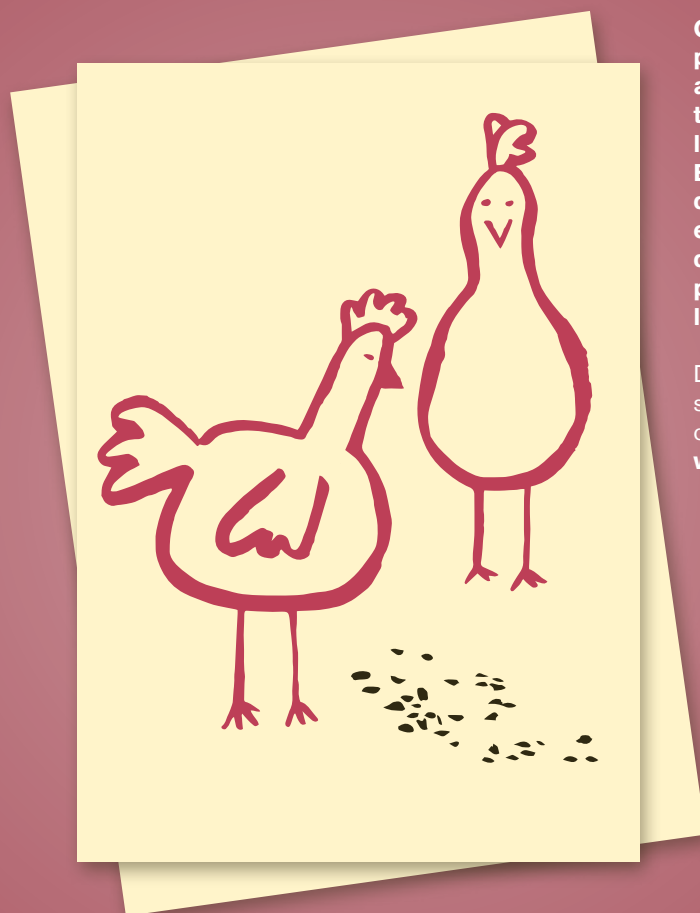
Traduction Milena Hrdina, Katja Schurter, Jean-François Zurbriggen
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition
Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.
Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70.– par an

minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page Faites plaisir à vos proches et soutenez nos projets dans le monde avec l'achat d'une carte cadeau.

OFFREZ UNE CARTE CADEAU SOLIDAR À VOS PROCHES.

Des personnes touchées par la pauvreté, l'exploitation ou la guerre recevront votre soutien.



Offrez par exemple un petit élevage de poules afin de lutter contre le travail des enfants dans les familles démunies au Burkina Faso. Au lieu de devoir faire travailler leurs enfants dans les champs de coton, les parents pourront les envoyer à l'école.

Découvrez nos autres cartes sur le bon de commande ci-joint ou à l'adresse : www.solidar.ch/cadeau

C'EST AUSSI SIMPLE QUE ÇA :

Commandez des cartes cadeaux Solidar d'une valeur de 50 francs chacune au moyen du coupon de commande ci-joint ou sur la page www.solidar.ch/cadeau

Vous recevrez vos cartes cadeaux par la poste, avec une enveloppe pour les offrir ainsi qu'un bulletin de versement pour le paiement de votre don.

Nous garantissons une livraison avant Noël pour toutes les commandes reçues avant le 18 décembre 2020.

Pour toute question, n'hésitez pas à nous contacter au 021 601 21 61 ou sous contact@solidar.ch

Avec chaque carte, vous soutenez les projets de Solidar Suisse en faveur des personnes les plus démunies.

www.solidar.ch